

Solidaires



**Casse des services publics, des droits sociaux,
mépris des personnels : CELA SUFFIT !
Plus forts, ensemble le 29 janvier**

Tous les services publics sont soumis aux chantiers de démolition de ce gouvernement ultra libéral et autoritaire. La recherche est au premier rang, depuis la mise en œuvre du « Pacte » pour la Recherche et de la loi « LRU ».

Démantèlement des EPST

Si la méthode employée peut varier : transfert des UMR aux universités et création d'instituts/agences de moyens sur les décombres de l'INSERM et du CNRS, plan stratégique sans moyens au CEMAGREF, détournement par un consortium à l'INRA... l'objectif est le même : retirer à ces organismes nationaux leurs missions et leur capacité de pilotage dans leurs secteurs respectifs.

Nous avons déjà l'ANR pour les financements et l'AERES pour l'évaluation. En 2009, de nouveaux découpages transversaux sont en préparation (cf le rapport d'évaluation de l'INSERM et celui ministériel sur les sciences du vivant) pour achever le chantier.

Tout ceci, afin de soumettre la recherche publique aux pouvoirs économiques au détriment de l'intérêt général.



Budget en baisse, contournement des statuts, précarité et tension au travail en hausse

La chasse aux financements sur contrats devient la norme et oriente les recherches vers les sujets « rentables ». Les équipes et personnes sont mises en compétition, alors que la coopération et le travail d'équipe sont la base de la recherche.

Les emplois précaires explosent et l'individualisation des rémunérations est en marche avec une « prime d'excellence » pour quelques chercheurs et le contrat de doctorant « à la carte », en attendant la généralisation de la « Prime de Fonction et de Résultat » et l'intéressement aux contrats de partenariat.

Ces projets sont porteurs de dérives graves : rivalités entre collègues, développement du mal-être et du stress au travail. Ce n'est pas la réponse que nous attendons au problème du pouvoir d'achat en berne !

Les résistances sectorielles ne suffisent pas, face à ces attaques qui s'accroissent

Face aux résistances, ces mesures sont imposées avec le renfort des forces de police, après validation par des CA « aux ordres » ! L'initiative lancée par les structures scientifiques du CNRS (C3N) ne suffira hélas pas à répondre à toutes les dimensions du problème. De même, la collectivité des enseignants-chercheurs est confrontée à la difficulté d'élargir un mouvement basé sur une approche catégorielle.

Les agents de l'éducation nationale, ministère sanctionné par 13500 suppressions de postes dans le budget 2009, se sont largement mobilisés au dernier trimestre, sans faire reculer le gouvernement. Seuls, les lycéens, par une présence massive dans la rue en fin d'année, ont bousculé son calendrier. S'y ajoute maintenant un premier recul qui concerne 10 % des suppressions de postes (une partie des « RASED »).

Ensemble, on est plus fort !

EN GRÈVE et DANS LA RUE le jeudi 29 janvier

Salariés du privé et du public, les patrons et l'État voudraient nous faire payer les conséquences de leur politique libérale, aggravée par la crise qu'ils ont eux-mêmes créée. Ce n'est pas une fatalité !

Pour les salaires et l'emploi : augmentation uniforme pour compenser la perte de pouvoir d'achat, pas de licenciements « économiques » pour payer la crise, pour de vraies 35H avec création d'emplois.

Pour les droits sociaux : accès aux soins, droits des sans-emplois...

Pour des services publics de qualité : missions, financement, effectifs



Dès le 20 janvier, construisons la mobilisation du 29 dans la recherche et l'enseignement supérieur, en participant aux Assemblées Générales et initiatives prévues :

Les priorités : lutte contre la précarité, NON au démantèlement des EPST et à la marchandisation de la recherche publique, retour des postes et allocations supprimés en 2009, augmentation des dotations budgétaires et créations d'emplois de titulaires, revalorisation des bas salaires et des carrières, statut de doctorant..